

« Livres reçus »

[s.a.]

Les Cahiers de droit, vol. 31, n° 3, 1990, p. 975-976.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/043049ar>

DOI: 10.7202/043049ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Liste des livres reçus

Les compétences implicites et leur application en droit belge, par Geneviève Cerexhe, Bruxelles, Établissements Émile Bruylant, 1989, 485 p., ISBN 2-8027-0475-3, 3.350 francs.

Savoir des juges et savoir des juristes. Mes premiers regards sur la culture juridique québécoise, par Christian Atias, Montréal, Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, 1990, 164 p., ISBN 0-7717-0217-5, 35 \$.

Canadian Perspectives on Law and Society Issues in Legal History, par W. Wesley Pue et Barry Wright, Ottawa, Carleton University Press, 1988, 351 p., ISBN 0-88620-078-3, 29,95 \$.

Loi annotée sur les décrets de convention collective, par Patrick de Niverville et Claude Carignan, Montréal, Wilson & Lafleur, 1990, 209 p., ISBN 2-89127-154-8.

Les infractions contre la personne et contre les biens, (2^e éd.), par Rachel Grondin, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. bleue), 1990, 174 p., ISBN 2-89127-162-9.

Code du travail du Québec, (4^e éd.), par Pierre Laporte, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. Alter Ego), 1990, 536 p., ISBN 2-89127-160-2.

Les aspects juridiques de l'utilisation du polygraphe dans les rapports de travail, par Claude D'Aoust et Hélène Lévesque, Montréal, Wilson & Lafleur, 1990, 135 p., ISBN 2-89127-161-0.

Chartes des droits de la personne, (4^e éd.), par Henri Brun, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. Alter Ego), 1990, 647 p., ISBN 2-89127-158-0.

Code de procédure civile du Québec, (6^e éd.), par Hubert Reid, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. Alter Ego), 1990, 585 p., ISBN 2-89127-164-5.

Marques de commerce, par Chantal Desjardins et Céline Tremblay, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. aide-mémoire), 1990, 62 p., ISBN 2-920831-14-3.

Moyens préliminaires, par Marie Deschamps et Caroline Pratte, Montréal, Wilson & Lafleur (coll. aide-mémoire), 1990, 140 p., ISBN 2-89127-142-4.

Traité de droit civil. Les successions, par Germain Brière, Montréal, Éd. Yvon Blais, 1990, 1134 p., ISBN 2-89073-743-8.

L'Europe et l'indépendance belge ou le triomphe du parlementarisme en occident, par Jacques-Henri Pirenne, Belgique, Établissements Émile Bruylant, 1990, 347 p.

L'Islam et la réparation du préjudice moral, par Ali Kazemi-Rached, Genève, Librairie Droz, 1990, 148 p.

Les procédures administratives en droit américain, par Gloria Capt, Genève, Librairie Droz, 1989, 223 p.

La nationalité de la femme mariée, par Bernard Dutoit, Christine Sattiva Spring, Genève, Librairie Droz, 1990, 252 p.

Securing Compliance : Seven Case Studies, sous la direction de M.L. Friedland, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 440 p., ISBN 0-8020-2710-5, 60 \$.

Congédiement 1982-1990. Jurisprudence, Doctrine, Commentaires, collective, Montréal, Soquij (coll. Atout Maître), 1990, 421 p., ISBN 2-890032-475-3, 39 \$.

Les volumes proposés peuvent être consultés au secrétariat des *Cahiers de Droit*, bureau 7133 (Pavillon Charles-De Koninck).

Si la recension de l'un deux vous intéresse, veuillez en informer Christiane Truchon au numéro de téléphone 656-5253.

Nous vous rappelons que vous disposez d'un délai de six mois pour remettre votre recension.

Le livre recensé demeure la propriété de la personne qui en a fait la recension.